

Comment l'Open Society de George Soros et Microsoft de Bill Gates financent le Conseil de l'Europe

Comment l'Open Society de George Soros et Microsoft de Bill Gates financent le Conseil de l'Europe

11



George Soros. Photo © Olivier Hoslet/AP/SIPA

George Soros. Photo © Olivier Hoslet/AP/SIPA

Directeur de l'European Center for Law and Justice, le docteur en droit Grégor Puppink dénonce la perméabilité du Conseil de l'Europe aux financements privés. L'indépendance politique de cette organisation est mise en cause. Entretien.

Valeurs actuelles. Six mois après avoir révélé le scandale Soros à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), vous montrez à présent que le Conseil de l'Europe dont dépend la CEDH a lui-même été financé par l'Open Society et Microsoft.

Grégor Puppinck. Effectivement, à la lecture des rapports financiers annuels du Conseil de l'Europe, il apparaît que l'Open Society de George Soros et Microsoft de Bill Gates sont les deux plus gros donateurs privés de l'organisation. Ces deux organisations ont donné respectivement au Conseil de l'Europe près de 1 400 000 euros entre 2004 et 2013 et près de 690 000 euros entre 2006 et 2014. L'Open Society soutient par ailleurs des initiatives du Conseil de l'Europe, notamment l'Institut européen des arts et de la culture roms. Depuis 2015, il n'y a plus trace de ces financements directs, en revanche, le Conseil de l'Europe a institué un fond spécial pour recevoir de telles contributions volontaires extra-budgétaires.

Ces versements n'ont pas manqué de questionner, car il est étonnant qu'une organisation politique intergouvernementale soit ainsi perméable aux financements privés. Un député du Conseil de l'Europe [a saisi le comité des ministres](#) à ce sujet pour demander aux 48 ambassadeurs qui le composent que soient rendus publics tous les documents relatifs à ces financements.

Plus généralement, est-ce une mise en cause du financement des instances internationales par quelques grandes ONG et fondations ?

Il est vrai que le problème ne se pose pas seulement pour le Conseil de l'Europe, mais aussi pour la Cour pénale internationale qui a reçu 115.000\$ de l'Open Society en 2017, et plus encore pour l'OMS et même pour l'ONU. La Fondation Gates est le deuxième financeur de l'OMS après les Etats-Unis, avec un versement de 530 millions de dollars en 2019. 80% du budget de l'OMS repose sur des contributions volontaires, c'est-à-dire sur les dons de fondations et de gouvernements. Ce mode de financement met évidemment en cause l'indépendance politique de ces organisations.

Ces grandes organisations internationales sont des cibles de choix pour qui veut exercer une influence politique globale, car elles ont un pouvoir considérable, mais des ressources financières inférieures à leurs ambitions. Ces organisations sont donc vulnérables aux « milliardaires philanthropes » qui cherchent à exercer une influence politique globale. Cette influence politique peut s'exercer, vous l'aurez noté, sans aucun recours aux mécanismes et aux contrôles démocratiques. Pour préserver ou restaurer l'indépendance de ces grandes organisations internationales, il est donc impératif d'examiner et de clarifier leurs modes de financement.

Peut-on parler d'un phénomène d'entrisme de certaines grandes ONG dans les organisations internationales ?

Nous observons non seulement un phénomène d'entrisme, mais aussi de collusion qui peut s'expliquer lorsque l'on considère la puissance financière de ces ONG : rappelons que l'Open society a été dotée de 32 milliards de dollars qu'elle a reversés et investis dans le secteur des droits de l'homme, des médias et de la politique depuis 1984. Le problème ne se limite pas à l'Open Society ; il concerne aussi d'autres grandes fondations privées, telles que Gates, Ford ou Oak. Cela a été précisément et brillamment montré dans [le récent livre](#) de Gaétan Cliquennois sur la privatisation des droits de l'homme (Cambridge, 2020).

L'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, parlait de George Soros comme de son « [bon ami](#) », tandis que le Commissaire aux droits de l'homme, Nils Muižnieks, fut directeur des programmes de l'Open Society jusqu'à sa prise de fonction au Conseil de l'Europe en 2012. En 2009, il expliquait que l'Open Society souhaitait créer un homme nouveau – l'homo sorosensus [en référence à Soros] – l'homme de la société ouverte.

L'emprise de ce réseau s'illustre désormais de manière publique et débonnaire. Nombre de dirigeants aiment à montrer leur proximité avec messieurs Soros père et fils. C'est le cas par exemple de Jean-Claude Juncker, l'ancien Président de la Commission européenne ou de Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme depuis 2018, photographiée dès sa prise de fonction avec George Soros et son fils.

Qu'en est-il des suites de votre rapport sur l'emprise des ONG de Soros sur la CEDH ?

Ce rapport ([accessible ici](#)), qui n'a jamais été contesté sur le fond, a eu un énorme impact en Europe et dans le monde ; plusieurs gouvernements et de nombreux responsables politiques s'en sont saisi. C'est le cas notamment de [la Russie](#) et de la Bulgarie. J'ai le sentiment que l'opinion publique est à présent informée et sensibilisée. Ce rapport prouve qu'au cours des dix dernières années, parmi les 100 juges permanents qu'a compté la Cour, 22 sont issus de sept ONG actives auprès de cette même Cour, et que 18 d'entre eux ont siégé dans des affaires impliquant « leur » ONG, en violation des règles élémentaires de la déontologie judiciaire. Parmi ces sept ONG, le réseau Open Society se distingue par le nombre de juges qui lui sont liés (12) et par le fait qu'il finance les six autres organisations citées dans le rapport.

Toutefois, ce rapport se heurte au silence gêné de l'institution. La CEDH a informé le journal Le Monde de sa décision de ne pas y répondre. Trois députés du Conseil de l'Europe ont alors saisi le comité des ministres, en visant « [le problème systémique des conflits d'intérêts entre ONG et juges de la Cour](#) » et l'interrogeant sur les moyens à mettre en œuvre pour « [restaurer l'intégrité de la Cour européenne des droits de l'homme](#) ». Sans surprise, les 48 ambassadeurs semblent peiner à s'accorder sur une réponse, car ils ont largement dépassé le délai de trois mois prévu pour cette procédure. Ils ont l'obligation de répondre par écrit, ne serait-ce que pour exprimer leur incapacité à répondre.

Qu'en est-il des instances de Bruxelles qui ont aussi été saisies ?

De nombreux députés de divers partis politiques ont voulu se saisir de ce sujet, mais la crise sanitaire a bouleversé les agendas. Plusieurs députés au Parlement européen ont toutefois, eux aussi, adressé des questions parlementaires à la Commission européenne et au Conseil européen.

La Commission européenne a répondu par la voix de l'une de ses vice-présidente, Věra Jourová : « *La Commission n'a aucun doute quant à l'intégrité et à l'indépendance de la Cour européenne des Droits de l'homme.* » Circulez, il n'y a rien à voir ! Sauf peut-être quelques photos qui nous aident à comprendre le contexte dans lequel interviennent ces réponses. Sur l'une d'entre elles, nous pouvons voir la commissaire Jourová en compagnie du philanthrope hongrois déclarant que « *les valeurs d'Open society sont au cœur de l'action de l'UE* ». Sur une autre photo, le Commissaire européen Johannes Hahn — auteur d'une autre réponse — pose lui aussi avec George Soros, en déclarant qu'« *il est toujours bon de rencontrer George Soros pour discuter de nos efforts joints pour accélérer les réformes et les sociétés ouvertes dans les Balkans et l'Europe de l'Est* ».



Johannes Hahn ✓ @JHahnEU · 27 avr. 2017

...

Always good to meet @georgesoros to discuss our joint efforts to boost reforms & open societies in the #WesternBalkans and #EasternEurope



63

170

135



Věra Jour...

@VeraJour...



Discussed #FundamentalRights situation in #Europe with @georgesoros. Open society values are at the heart of #EU action. @osfEUpolicy



En fait, ces photos sont spectaculaires mais n'ont rien d'extraordinaire, car [entre 2014 et 2018](#). George Soros et ses lobbyistes ont bénéficié de pas moins de 64 entretiens avec des Commissaires et des hauts responsables de la Commission européenne ; c'est plus, paraît-il, que ce dont bénéficient les chefs d'États européens.

Tous ces éléments factuels doivent nous ouvrir les yeux sur l'importance considérable de ces réseaux d'influence et de pouvoir au-dessus des institutions politiques nationales. Le [Rapport de l'ECLJ sur les ONG et la CEDH](#) a jeté un pavé dans la marre, il a exposé et prouvé la réalité de cette collusion dans le cadre spécifique de la CEDH, mais ce n'est pas suffisant. Alors que n'importe quelle juridiction nationale aurait réagi avec fermeté, pour sanctionner les magistrats en cause et corriger le système, les instances européennes font le dos rond et attendent que le peuple pense à autre chose. Il n'y a aucune volonté de remise en cause. C'est effrayant.

Comment expliquez vous cette absence de remise en cause ?

Les liens entre instances internationales et les grandes ONG et fondations sont trop profonds et étroits ; c'est un même système de pouvoir : il y a symbiose entre elles, tant aux plans financier qu'idéologique, et même humain. Mais cette relation de complémentarité est faussée et déséquilibrée par l'intervention des milliardaires philanthropes qui poursuivent des objectifs politiques, économiques et financiers. Le système est perverti par cette « privatisation des droits de l'homme ».

Avez-vous fait l'objet de représailles suite à vos révélations sur l'emprise de Soros à la CEDH ?

Pas immédiatement, sauf un article du *Monde*. En revanche, nous sommes maintenant régulièrement la cible d'attaques médiatiques. La dernière, et la plus importante, fut orchestrée par l'organisation Open Democracy, membre de la galaxie Soros, avec le soutien des lobbys de l'avortement. Cette organisation a publié il y a quelques semaines une pseudo-enquête contre l'ECLJ qui fut relayée simultanément dans une cinquantaine de journaux à travers le monde, dont *Time Magazine* et EuroNews. Open democracy mobilisa « Tracking the Backlash », son propre réseau informel de journalistes militants créé pour « traquer la réaction [conservatrice] ». Il s'agit pour eux d'entacher la réputation numérique de leurs adversaires politiques. D'après tous ces articles, l'ECLJ serait une menace majeure, qualifiant ses juristes de « croisés » et d'« armée secrète », « infiltrés dans nos institutions démocratiques », comme des « loups déguisés en agneaux ». Les propos de cette organisation sont évidemment outranciers, comme le fut son appel en mars dernier à « [l'abolition de la famille](#) », mais ils démontrent toute la puissance de ces réseaux.

Ce type d'attaque confirme, s'il en était besoin, la nécessité d'exposer de façon objective les réseaux de pouvoir qui constituent le nouveau système de gouvernance, à la fois mondiale et post-démocratique.